

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 21/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

Parc d'activité SUDESSOR
Rue des Grenots
91150 ETAMPES

Références : UDRD.2022.10.ET.24.LS.Brj
Code AIOT : 0005802360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté Rue de Madagascar 76000 ROUEN. L'inspection a été annoncée le 26/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre du plan puriannuel de contrôles de l'inspection. L'objectif principal était de vérifier certaines échéances passées ou à venir de l'arrêté préfectoral du 17/01/2022, et de revenir sur des incidents survenus en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- Rue de Madagascar 76000 ROUEN
- Code AIOT : 0005802360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

La société TRIADIS est spécialisée dans l'incinération et le regroupement de déchets dangereux solides et liquides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	MMR risque incendie	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, Annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Arrêts non prévus de l'unité d'incinération	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'organisation interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.1.7	/	Sans objet
2	Plan de défense incendie (PDI)	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.2.3	/	Sans objet
3	Rétention eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.4.1	/	Sans objet
4	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 5.3.12 et 2.7 de l'annexe 2	/	Sans objet
6	Dépassement en mercure dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 9.1.1.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la visite d'inspection du 11/10/2022, l'inspection a relevé des sujets nécessitant un retour de l'exploitant. Ces points sont relatifs à :

- la rédaction d'une procédure reprenant les actions à mettre en place pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI de l'établissement,
- à la recherche de solution pour pallier aux arrêts fréquents du four d'incinération,
- à la justification du caractère coupe-feu de certains murs de l'établissement.

Par ailleurs, l'exploitant prendra en compte l'observation formulée dans ce rapport, en lien avec la formalisation de la liste des points à vérifier par le chef de cour lors de sa ronde quotidienne.

Enfin, la disposition relative à l'amélioration de la gestion du confinement du site en cas d'incendie, de manière à disposer d'une rétention gravitaire plus importante des eaux d'extinction incendie, sera à adapter à l'occasion d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral du 17/01/2022, sous réserve de justification de la réorganisation des réseaux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'organisation interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du POI et exercices
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le 1^{er} janvier 2022, l'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour les scénarii de son étude de dangers. Ce POI est commun avec les sociétés des sites limitrophes situés à l'Ouest, au Nord et au Sud (sociétés situées sur les parcelles 11, 14, 52 de la section cadastrale LL) . Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'alerte, et en particulier l'existence d'un dispositif d'alerte / de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez les voisins en cas d'activation du POI chez TRIADIS ; - la constitution et la formation d'une équipe de première intervention ; - les modalités d'évacuation ; - la description des mesures à prendre par les sociétés voisines susmentionnées en cas d'accident sur le site de TRIADIS ; - les modalités de lutte contre chaque type de sinistre (notamment scénarii issus de l'étude de danger) ; - les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. [...] <p>Le POI est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI. Cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention ; - la formation du personnel intervenant ; - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; - l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ; - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers le cas échéant ; - la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ; - la mise à jour systématique du POI en fonction de l'actualité de son contenu ou des améliorations décidées.[...] <p>L'exploitant réalise a minima un exercice par an avec les services du SDIS 76, pour tester le déploiement de son POI. En particulier, un exercice commun avec les sociétés voisines incluses dans le POI est organisé régulièrement.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation du POI, une procédure d'alerte des sociétés voisines concernées (sociétés situées sur les parcelles 11, 14, 38, 50, 52 de la section cadastrale LL) est mise en œuvre par l'exploitant. Cette procédure est régulièrement testée avec le personnel de ces sociétés. L'exploitant forme ces derniers à la conduite à tenir en cas d'incendie ou de phénomènes toxiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 17/01/2022, l'inspection a été destinataire du POI à jour de l'établissement. L'inspection constate la version à jour de ce POI au poste de commandement prévu par l'exploitant.</p>

<p>Ce POI intègre l'alerte des sociétés voisines (parcelles 11, 14 et 52) dans sa procédure. L'exploitant informe l'inspection que les sociétés voisines disposent du POI à jour de TRIADIS, que les scénarios toxiques issus de l'étude de dangers de TRIADIS leur ont été présentés, et que ces sociétés appliquent leur propre procédure d'évacuation en cas d'alerte chez TRIADIS.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'une formation à la pratique d'exercices POI a été délivrée les 7 et 8/04/2022 par un organisme extérieur, en présence d'une partie des salariés de TRIADIS et des sociétés voisines. Deux exercices ont été réalisés à cette occasion, et un compte-rendu permet d'identifier les pistes d'amélioration. Un plan d'actions a ensuite été mis en place par l'exploitant. Une 2^{ème} formation est prévue au mois de décembre 2022 pour le reste de l'équipe de TRIADIS.</p> <p>Parallèlement, l'exploitant indique que le SDIS76 a été contacté pour organiser un exercice en sa présence au mois de décembre 2022.</p> <p>Concernant la prescription imposant la rédaction et la mise en œuvre d'une procédure écrite pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI, l'exploitant déclare réaliser une partie des actions listées dans son arrêté préfectoral, mais ne pas avoir formalisé ces actions sous forme de procédure écrite.</p> <p><u>Demande 2022-10/1</u> : l'exploitant formalisera sous forme de procédure écrite les actions à mettre en place pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI de son établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de défense incendie (PDI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rédaction et transmission du PDI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant dispose un plan de défense incendie décrivant concrètement les moyens utilisés pour éteindre un incendie sur les différentes zones du site (selon les scénarii issus de l'étude de danger). Le plan de défense incendie est transmis à l'inspection des installations classées sous ce même délai et est intégré au POI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à l'obligation de disposer d'un plan de défense incendie, l'exploitant présente à l'inspection les 13 fiches d'intervention en cas d'incendie, annexées au POI de la société. Ces fiches distinguent les actions à mener en heures ouvrées ou non.</p> <p>L'exploitant déclare que les chefs d'équipe sont formés à l'utilisation de ces fiches.</p> <p>L'inspection vérifie par sondage que les scénarii d'incendie retenus dans l'étude de dangers du site sont bien prévus dans les fiches d'intervention.</p> <p>Concernant le travail de mutualisation des moyens de défense <u>externe</u> contre l'incendie, initié avec des sociétés voisines dans le cadre de l'association UPSIDE, l'exploitant indique que TRIADIS a participé aux discussions initiales, mais n'a pas participé aux investissements en cours. La société TRIADIS se laisse la possibilité de participer ultérieurement à cette mutualisation, pour répondre aux besoins dans le cadre des futurs projets du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin actuel et étude d'amélioration de la rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] En particulier, la rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par le bassin de rétention du site (de 88 m ³ et également dédié à la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées) et les rétentions des cuves de stockage de liquide (280 m ³). Un volume minimal de 320 m ³ est laissé libre en tout temps au sein de ces rétentions. Ce volume de 320 m ³ pourra être réévalué à la hausse sur la base du plan de défense incendie prescrit à l'article 8.2.3. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude d'amélioration pour disposer de rétention gravitaire plus importante des eaux d'extinction incendie (ne nécessitant pas de pompe de relevage), assortie d'un échéancier de réalisation des travaux nécessaires, le cas échéant. Cette étude tient compte du plan de défense incendie établi. La mise en œuvre des dispositifs de mise en sécurité du site, tel que l'obturation de la vanne de rejet des eaux dans le réseau, est asservie à la détection incendie des cellules de stockage et de regroupement des déchets dangereux ou commandable à distance au plus tard pour le 31 décembre 2022. Constats : En cas d'incendie, l'exploitant indique que les eaux susceptibles d'être polluées sur la plateforme de regroupement seront orientées vers le bassin de rétention de 88 m ³ . En complément, ce bassin est relié par une canalisation enterrée aux rétentions des cuves de déchets liquides, qui représentent un volume supplémentaire de 280 m ³ . L'alimentation est réalisée par l'intermédiaire d'un groupe motopompe à démarrage manuel. En cas d'incendie extérieur sur le reste du site, une vanne d'isolement à fermeture manuelle à côté du local de charge permet de contenir les eaux susceptibles d'être polluées dans la cour de l'établissement. Enfin, en cas d'incendie dans le bâtiment A, les eaux susceptibles d'être polluées seront confinées dans ce bâtiment, et en cas d'incendie dans les zones F et G, ces eaux seront confinées dans les fosses de stockage de déchets solides. Un volume de confinement de 400 m ³ a été estimé dans ces fosses. L'exploitant déclare qu'une nouvelle vanne à fermeture automatique, avec asservissement à la détection incendie, a été commandée de manière à être opérationnelle pour le 31/12/2022. L'Arrêté préfectoral du 17/01/2022 prescrit une étude d'amélioration pour disposer d'une rétention gravitaire plus importante des eaux d'extinction incendie (ne nécessitant pas de pompe de relevage), sous 6 mois. La configuration actuelle du site ne le permet pas. Toutefois, l'exploitant a un projet d'agrandissement de la plateforme qui impliquera une réorganisation complète des réseaux du site pour le 01/01/2025 au plus tard. A cette occasion, l'exploitant mènera les études nécessaires pour disposer d'ouvrages de rétention gravitaire plus importante des eaux d'extinction incendie, avec d'éventuelles nouvelles installations. Cette disposition sera donc à adapter à l'occasion d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral du 17/01/2022, sous réserve de justification de la réorganisation des réseaux du site. L'exploitant précise à l'inspection que l'état du bassin de rétention et des rétentions des cuves de stockage de déchets liquides fait tous les jours l'objet d'une vérification visuelle (et d'une intervention si nécessaire) par le chef de cour. Ces vérifications ne sont cependant pas formalisées ni consignées. L'inspection constate en visite que le volume de confinement prévu dans l'étude de dangers est bien disponible dans le bassin de confinement et dans les rétentions des cuves de stockage de déchets liquides.

<p>En vérifiant par sondage une des fiches d'intervention en cas d'incendie sur la zone de stockage extérieur D, l'inspection note que les actions de fermer la vanne d'isolement du site et de vérifier l'état du bassin de rétention sont bien prévues .</p> <p>Enfin, l'exploitant ajoute que lorsque le bassin de rétention se remplit en cas de pluies (par récupération des eaux pluviales de voirie du site), ces eaux (ainsi que les eaux de purges de la chaudière) sont dans la mesure du possible réutilisées en interne pour le refroidissement des mâchefers. En cas de surplus, ces eaux sont éliminées par un traitement dans une filière adaptée.</p>
<p>Observations : Observation 2022-10/1 : l'exploitant formalisera une liste des points à vérifier par le chef de cour lors de sa ronde quotidienne, et notamment la vérification de l'état du bassin de rétention ainsi que des rétentions des cuves de déchets liquides.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Rejet des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 5.3.12 et 2.7 de l'annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de déversement accidentel</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 5.3.12</u> En cas de renversement lors d'une opération de déchargement ou de chargement, la vanne d'isolement du réseau pluvial est aussitôt fermée.</p> <p><u>Article 2.7 de l'annexe II :</u> stockage de déchets dangereux transitant sur la plateforme de regroupement Un protocole spécifique relatif à la conduite à tenir en cas d'épandage des contenants de petite taille (de 1 à 20 L) est rédigé et des moyens de lutte adaptés en quantité suffisante sont localisés au niveau des zones de manipulation de ces contenants. Cette procédure est testée périodiquement (MMR).</p>
<p>Constats : L'inspection consulte une fiche du POI dédiée à l'intervention en cas de déversement accidentel d'un produit sur la plateforme de tri, en distinguant les types de produits déversés, les réactions susceptibles de se produire, et en hiérarchisant les actions à mener (neutralisation, épandage d'un absorbant, diffusion d'une mousse sur la nappe, etc.). L'exploitant indique que les salariés de la plateforme sont tous informés des actions prioritaires à mener (fermeture de la vanne d'isolement du site, utilisation d'un absorbant et utilisation d'un appareil respiratoire isolant (ARI) en cas de déversement d'un produit susceptible de dégager un nuage toxique). Ces points ont pu être vérifiés par l'inspection lors de la visite des installations en constatant la présence de la clé de manoeuvre permettant de fermer la vanne d'isolement, ainsi qu'un affichage indiquant le sens d'ouverture et de fermeture de la vanne, puis en questionnant un opérateur par sondage sur les actions à mener en cas d'épandage d'un produit toxique. L'inspection a également constaté la présence d'ARI prêts à être utilisés si besoin. Enfin, l'exploitant souligne que les FDS de tous les produits stockés sont consultables par tous les salariés, à partir de différents postes informatiques présents sur le site. Il précise également que toutes les données informatiques sont stockées sur un serveur sécurisé à l'extérieur du site, de manière à ce que ces dernières puissent être protégées en cas de sinistre dans l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : MMR risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des murs et installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inspection a contrôlé les dispositions constructives de certains murs et de certaines portes présentes dans l'établissement afin de contrôler le respect des dispositions des articles 2.1, 2.3, 2.6, et 2.8 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 17/01/2022 (annexe confidentielle)
Constats : Les constats de l'inspection relatifs à ce point de contrôle sont détaillés en annexe confidentielle de ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dépassement en mercure dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphérique et critères des déchets acceptés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 4.2.4 Traitement et système d'épuration</u> La ligne d'incinération dispose d'une installation de traitement des fumées qui est un procédé sec utilisant du charbon actif et de la chaux éteinte. <u>Article 4.2.5 VLE des concentrations et des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère</u> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous. Mercure : 0,05 mg/Nm ³ , soit 50µg/Nm ³ <u>Article 9.1.1.3 Critères physico-chimiques des déchets acceptés</u> La teneur limite en mercure dans les déchets acceptés est de 50 mg/kg au maximum.
Constats : Par courriel de l'exploitant du 17/05/2022, l'inspection a été informée d'une teneur anormale en mercure (Hg) mesurée en interne dans des lots de résidus d'épuration des fumées d'incinération des déchets industriels (REFIDIS), issus de l'incinérateur. Les résultats du prélèvement semestriel réalisé par un prestataire externe dans le cadre de l'auto-surveillance menée par l'exploitant ont confirmé ces anomalies lors d'une mesure le 05/04/2022 (mesure de 70 µg/Nm ³). L'exploitant a informé l'inspection avoir augmenté l'injection de charbon actif afin d'améliorer la réactivité avec le mercure, tout en précisant que cette action n'était finalement réalisée qu'à titre conservatoire puisque en comparant les mesures en amont et en aval de l'injection, l'efficacité de la captation était conforme aux attentes (> 99 %). Deux nouvelles mesures ont été réalisées par le prestataire externe les 4 et 13/05/2022. Ces mesures ont montré un retour à la normal (5 µg /Nm ³ et 0.094 µg/Nm ³). L'exploitant a précisé à l'inspection que la forte variabilité des valeurs de Hg des lots de REFIDIS sur la période concernée (début avril) laisse à penser que l'évènement est dû à une teneur élevée en Hg d'un déchet réceptionné. Malgré une analyse fine des déchets réceptionnés en fosses entre fin mars et début avril, l'exploitant n'a pas pu identifier le déchet à l'origine de la source de Hg. Compte-tenu de l'évolution des résultats (mesures externes en cheminée et mesures internes sur les REFIDIS), l'exploitant a conclu en un apport très ponctuel.

Lors du contrôle objet de ce rapport, l'inspection consulte par sondage les résultats de la surveillance interne du Hg sur les REFIDIS. Le seuil des 400 ppm n'a pas été de nouveau atteint depuis le mois d'avril 2022. L'exploitant indique à l'inspection que des mesures de Hg sont effectuées sur les lots de déchets liquides, mais que cette mesure n'est pas possible sur les déchets solides en raison de l'impossibilité de prélever un échantillon représentatif.

La surveillance des intrants par l'exploitant étant limitée, ce dernier déclare qu'une sensibilisation des clients est régulièrement réalisée, et que cette sensibilisation sera renouvelée.

Bien qu'il ne s'agisse que d'un moyen de détection a posteriori d'une pollution, l'exploitant s'est engagé par courriel du 14/06/2022 à maintenir l'analyse des REFIDIS en interne comme moyen de surveillance, avec un seuil d'alerte à 400 ppm en cohérence avec la VLE dans les rejets atmosphériques, et a proposé de revenir au dosage initial de charbon actif injecté (soit 7 kg/h), compte-tenu de l'efficacité de la captation du Hg mesurée entre l'amont et l'aval du traitement par charbon actif.

En complément, dans le cadre du respect des meilleurs techniques disponibles (MTD) en lien avec le BREF incinération, l'exploitant précise qu'un analyseur pour une mesure en continu de Hg sera installé en cheminée en 2023, et que la commande de matériels a été passée.

Pour finir, l'inspection n'a pas été informée d'une incidence de cette pollution sur la filière d'évacuation habituelle de ces REFIDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Arrêts non prévus de l'unité d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement de l'unité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée de fonctionnement de l'unité d'incinération est de 365 jours dans l'année, avec une activité linéaire (sans pic d'activité), et les arrêts d'usines sont fixés entre 2 à 5 semaines /an.
Constats : L'inspection a été informée de l'arrêt fréquent de l'incinérateur de l'établissement en dehors des arrêts techniques programmés. Selon l'exploitant, ces arrêts sont dus à un encrassement fréquent des réfractaires du four changés fin 2019 après l'incendie survenu dans les établissements voisins le 26/09/2019. L'exploitant précise que les réfractaires des gaines en sortie de four ont quant à eux été changés en juillet 2022. D'après le courrier de réponse du 21/04/2022 de l'exploitant suite à l'inspection du 08/12/2021, le service recherches du groupe Séché Environnement n'a pas identifié de déchet particulier qui pourrait être à l'origine des encrassements réguliers des réfractaires de l'incinérateur. L'exploitant a précisé dans son courrier que pour mieux comprendre le phénomène de dépôts, une étude aéraulique a été lancée afin de déterminer si des adaptations du procédé sont possibles. L'exploitant indique lors de ce contrôle que l'étude est toujours en cours, et que des échantillons ont à nouveau été prélevés pour une étude externe. <u>Demande n° 2022-10/4 :</u> sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de l'étude permettant de comprendre les arrêts fréquents de l'incinérateur, ainsi que les éventuelles actions palliatives à mettre en oeuvre pour limiter ces arrêts. Le jour du contrôle, le four était à nouveau à l'arrêt depuis 3 jours. L'inspection a par la suite été informée de la remise en fonctionnement du four le jour suivant le contrôle. L'exploitant a déclaré que l'arrêt était dû à un problème mécanique relatif aux galets de rotation du four.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois